



## Guerre froide au sommet entre les deux inspections générales de l'éducation

Guerre froide au sommet entre les deux inspections générales de l'éducation : Dans une note confidentielle adressée à Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal que s'est procurée Acteurs publics, le chef de service de l'inspection générale de l'Administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR) décrit par le menu comment fusionner les deux corps historiques d'inspection générale de l'éducation afin de constituer "une grande inspection générale interministérielle" digne de l'IGF, de l'Igas et de l'IGA. Ils cohabitent dans le même immeuble parisien du Carré Suffren, même étage, même couloir. Leurs bureaux sont voisins ou, pour être exacte, se font face. D'un côté, la doyenne de l'inspection générale de l'Éducation nationale (Igen). De l'autre, le chef de service de l'inspection générale de l'Administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR). Entre les deux, un froid polaire. Anne Armand et Jean-Richard Cytermann mènent pourtant une mission conjointe, commandée fin août par les ministres de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal. Avec le concours d'Isobel Mc Gregor, doyenne honoraire des inspecteurs de langues vivantes en Écosse, les deux chefs de corps doivent se pencher sur une incongruité : le système éducatif français compte deux inspections générales. Estimant que "la différenciation des deux inspections générales mérite d'être interrogée régulièrement afin de vérifier qu'elle répond toujours efficacement aux besoins de notre système éducatif", Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal invitent les 3 missionnés à leur remettre des propositions fin décembre 2017, cernant "les modalités d'exercice renouvelés de la mission d'inspection générale". Idées glissées dans le "dossier ministre" Certes, l'Igen et l'IGAENR ont l'habitude de travailler ensemble, près de la moitié de leurs rapports étant issus de missions conjointes sur des thématiques transverses, qui mêlent à la fois aspects pédagogiques et pilotage administratif. Mais de là à remplir une mission conjointe sur la pertinence de l'existence de leurs deux corps... "À l'Igen, cette mission a fait l'effet d'une bombe, rapporte un de ses membres à Acteurs publics. On veut fusionner les corps pour tuer l'Igen, point." A contrario, les IGAENR ont plutôt pris les choses avec philosophie. Il faut dire que leur chef de service, Jean-Richard Cytermann, avait sacrément préparé le terrain, en envoyant à ses troupes un mail résumant une note aux ministres qu'il s'était avisé d'envoyer cet été, histoire de nourrir la réflexion. Le chef de l'IGAENR avait même eu soin de laisser quelques idées dans le "dossier ministre" que Jean-Michel Blanquer a trouvé sur son bureau à son arrivée rue de Grenelle. Dans cette note aux ministres, longue de 7 pages, qu'Acteurs publics a pu se procurer, le chef de service de l'IGAENR trace des pistes de réflexion, notamment sur les conditions à respecter "pour qu'une fusion puisse se faire dans de bonnes conditions et trouver tout son sens au regard des évolutions attendues du pilotage et de l'évaluation du système éducatif". Manque de regard croisé Il y a d'abord des éléments objectifs qui "militent pour un rapprochement", écrit Jean-Richard Cytermann. Alors que l'éducation nationale et l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation correspondent respectivement à la première et à la troisième mission de l'État en termes budgétaires comme en termes d'effectifs, "l'importance de ce champ en termes de politiques publiques justifie d'avoir une grande inspection générale interministérielle", selon le chef de service de l'IGAENR. Surtout, "l'existence de deux inspections générales nuit à la lisibilité du dispositif d'évaluation de l'ensemble des deux ministères. Elle ne facilite pas le regard croisé dans l'évaluation et, d'expérience, le travail coordonné des corps d'inspection n'est pas toujours facile à organiser", décrit Jean-Richard Cytermann. Missions non conformes À cet égard, le chef de service de l'IGAENR observe que "la distinction traditionnelle entre la filière administrative et la filière pédagogique recule dans les académies où les cadres administratifs et pédagogiques sont de plus en plus associés au pilotage des politiques". D'où sa conclusion : "Nos deux ministères auraient donc tous les moyens de mobilisation d'une expertise plurielle pour l'évaluation des politiques publiques" qu'ils conduisent. Mais attention, prévient Jean-Richard Cytermann : "Tout processus de rapprochement entre les deux inspections devra nécessairement s'interroger sur le devenir de certaines missions de l'Igen qui ne ressortent pas des missions

classiques d'une inspection générale." Et le chef de service de l'IGAENR de détailler la liste des griefs : participation à l'élaboration des programmes et des réformes pédagogiques, validation de sujets d'examen, participation à des opérations de gestion de ressources humaines (choix et inspection des professeurs de classes préparatoires aux grandes écoles, présidence de concours de recrutement, gestion des agrégés, etc.). Peu tendre avec ses voisins de palier, Jean-Richard Cytermann ne mâche pas ses mots quand il décrit l'Igen, dont "l'organisation disciplinaire actuelle reflète le cloisonnement disciplinaire [il existe un groupe par matière enseignée, ndlr] qui est un des maux de notre système éducatif" ... Moins nombreux mais mieux payés Jean-Richard Cytermann a donc imaginé plusieurs scénarios : le premier confierait ces fonctions d'appui à la gestion ou au pilotage à un corps d'experts pédagogiques placés sous l'autorité du directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesco). Deuxième cas de figure : les inspecteurs décident de garder ces fonctions d'expertise pédagogique et sont détachés du corps et placés auprès de la Dgesco ou de la DGRH. "Au terme de leur détachement, ils ne pourraient bien évidemment pas participer à des évaluations de politiques publiques dans les domaines où ils auraient contribué à l'élaboration de ces politiques", ajoute, prudent, Jean-Richard Cytermann. Dernier aspect et non des moindres : le coût de la fusion. L'auteur de la note réclame "un alignement statutaire complet sur les trois inspections interministérielles" que sont l'inspection générale des Finances (IGF), l'inspection générale des Affaires sociales (Igas) et l'inspection générale de l'Administration (IGA) du ministère de l'Intérieur. Un jeu "à somme nulle", rassure-t-il tout de suite : cet alignement serait assorti d'une "diminution de la volumétrie globale, le nombre d'emplois à terme pouvant être inférieur à la somme Igen + IGAENR [103 + 156]", soit inférieur à 259 inspecteurs généraux. Corps interministériel et sortie ENA Comme pour mieux se parer des plumes du paon, le chef de service de l'IGAENR rappelle à Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal que de ce côté-ci du couloir, les inspecteurs généraux ont une "origine professionnelle beaucoup plus variée que celle des Igen", en face, qui sont recrutés essentiellement parmi les corps enseignants ou parmi des anciens enseignants devenus universitaires, professeurs de classe préparatoire, personnels de direction et d'inspection ou encore recteurs et directeurs académiques des services de l'éducation nationale (Dasen). Fière de recruter "dans l'ensemble des métiers", allant de l'encadrement de l'administration centrale aux services déconcentrés, en passant par les universités, les Crous et l'administration de la recherche, l'IGAENR se targue aussi d'accueillir "des jeunes", deux docteurs ayant intégré le corps à la faveur d'une révision de ses statuts en 2016. "Se pose également la question du recrutement à la sortie de l'ENA, qui devra être soulevée de nouveau", termine subtilement Jean-Richard Cytermann qui, décidément, voit très loin. L'affectation des élèves dans les grands corps constitue un sujet brûlant remis au goût du jour par l'équipe Macron et qui figure dans la feuille de route du nouveau directeur de l'ENA, Patrick Gérard. Conclusions retardées Dans une ambiance glaciale, les auditions s'enchaînent au Carré Suffren. Les 3 missionnés (qui n'ont pas souhaité répondre aux questions d'Acteurs publics) s'enquière de l'avis des directeurs d'administration centrale, des présidents de la conférence des recteurs et de la conférence des présidents d'université, des représentants d'associations professionnelles, de chercheurs... Rue de Grenelle, le cabinet du ministre reste muet sur les suites envisagées. Fusion? Rapprochement? On saura juste que les conclusions de la "mission IG" auront un peu de retard. "Pas de nouvelles particulières avant janvier", indique, mystérieuse, une proche de Jean-Michel Blanquer.